1993-2007 Le Portugal dans l'Union européenne

Source: CVCE. João Ferreira do Amaral.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/1993_2007_le_portugal_dans_l_union_europeenne-

 $fr\mbox{-}8e406085\mbox{-}0784\mbox{-}48co\mbox{-}ba90\mbox{-}cbfaab96a55f.html$

Date de dernière mise à jour: 10/08/2016





1993-2007 Le Portugal dans l'Union européenne

La période qui suivit la ratification du traité de l'Union européenne fut marquée, au Portugal, par la politique de convergence nominale suivie en vue de permettre l'adhésion à la monnaie unique en 1999 et par les conséquences de l'adoption de l'euro et de l'impact de la mondialisation et de l'élargissement de l'Union sur l'économie portugaise.

Ayant décidé de faire partie du premier groupe de pays qui créeront une monnaie unique, le Portugal suivit une politique de convergence nominale qui impliqua l'adhésion, déjà en 1992, de l'escudo au mécanisme de taux de change du Système monétaire européen et le maintien de la stabilité (relative) de l'escudo au prix, initialement, de taux d'intérêt élevés. Cela eut également comme implication une réduction du déficit du secteur public. La politique de convergence fut un succès, permettant la réduction de l'inflation et, à partir du milieu des années quatre-vingt-dix, du taux d'intérêt et permettant en outre que le déficit du secteur public ne dépasse pas 3 % du PIB, ce qui rendit possible l'adhésion à la monnaie unique en 1999.

Cependant, les effets sur l'économie portugaise eurent, aussi, une composante très négative. De fait, la stabilité de l'escudo, lorsque l'inflation était encore élevée, déboucha sur une appréciation du taux de change réel qui encouragea la production de biens non négociables au détriment des biens négociables, ce qui eut pour conséquence une perte de poids en termes de PIB au niveau des exportations. Par ailleurs, la baisse trop rapide du taux d'intérêt dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix entraîna une hausse très rapide de l'endettement des familles qui devinrent parmi les plus endettées de la zone euro. Ces effets négatifs, auxquels il faut encore ajouter une structure de production reposant encore trop sur une main-d'œuvre peu qualifiée, conduisirent l'économie portugaise à mal réagir au choc de la mondialisation et de l'élargissement de l'Union, perdant des parts de marché et enregistrant une situation préoccupante d'endettement par rapport à l'extérieur. En outre, le Portugal n'était désormais plus un pays attractif pour l'investissement étranger suite à la réalisation du grand investissement d'Auto-Europa au milieu des années quatre-vingt-dix. Ces dernières années, le solde de l'investissement étranger réalisé au Portugal et de l'investissement portugais réalisé à l'étranger fut, d'ailleurs, négatif.

La première décennie du nouveau siècle, reflétant ces difficultés, a enregistré une croissance très faible accompagnée d'une hausse très rapide du chômage et caractérisée par des divergences marquées avec les autres États de l'Union.

Les difficultés des finances publiques furent également manifestes dans la première moitié de la décennie, bien qu'un solide programme de réduction du déficit à partir de l'entrée en fonction du gouvernement Sócrates en 2005 ait permis de ramener le déficit du secteur public sous la barre des 3 % du PIB.

